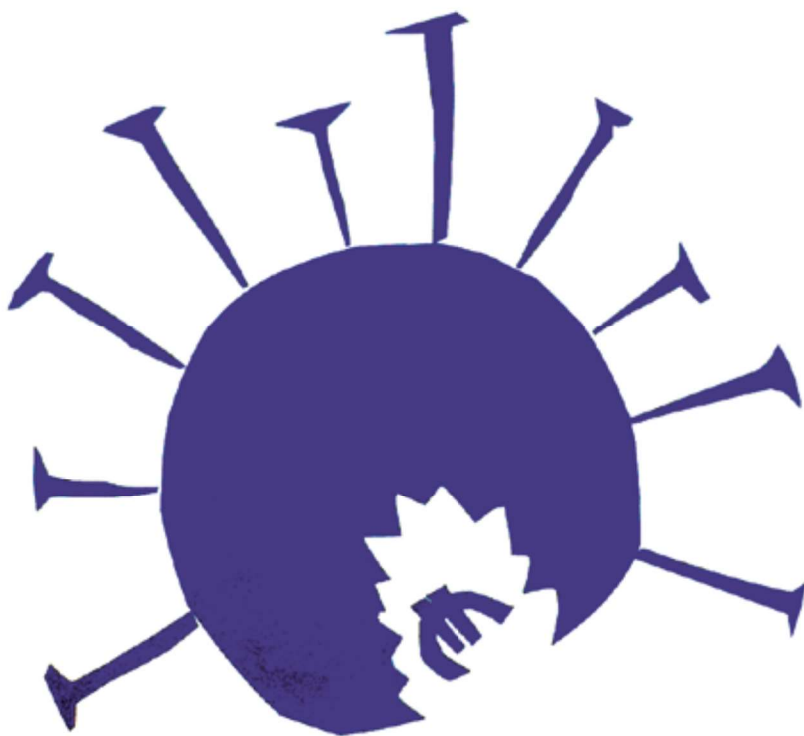


L'INCONOMISTE

Faites les comptes !



L'économie après le Covid

Comment un virus microscopique a-t-il pu déstabiliser en profondeur nos économies ? N'étaient-elles pas déjà fragilisées par des idéologies qui nous auraient privés des moyens de nous défendre ? Lesquelles faut-il incriminer ? Et comment reconstruire notre économie après le Covid ? Telles sont les questions auxquelles ont accepté de répondre **Mathieu Detchessahar**, professeur à l'Institut d'économie et de management de l'Université de Nantes, et **Pierre de Lauzun**, haut fonctionnaire émérite et essayiste.

La crise sanitaire est-elle l'occasion de faire le procès du libéralisme ou de l'étatisme ?



Mathieu Detchessahar : Si nous n'avons pu affronter la crise sanitaire en « plein air », c'est que nous manquions de moyens industriels et hospitaliers. Sur ces deux dossiers, il est légitime d'interroger nos grandes orientations économiques. Celles-ci ont été largement guidées par une nouvelle idéologie, « l'idéologie de marché » qui s'est généralisée parmi nos élites à partir des années 80. Cette idéologie consiste en une foi quasi religieuse dans les bienfaits du libre marché comme seule et meilleure instance de coordination de nos activités économiques. Elle nous a conduits à renoncer à tous les outils de pilotage politique de l'économie au profit du seul « ordre spontané du marché » – plus de frontières commerciales, plus de souveraineté monétaire, plus d'entreprises nationales stratégiques, plus de politique industrielle pas plus française qu'euro-péenne – et à faire entrer « l'aiguillon du marché » à l'hôpital à travers l'instauration d'un système de prix et de concurrence, la tarification à l'activité (T2A) censée y promouvoir une meilleure organisation...

Une telle transformation a livré notre industrie à la merci d'entreprises produisant dans des conditions sociales, fiscales et environnementales très éloignées des nôtres en même temps qu'elle l'a rendue très dépendante aux approvisionnements en provenance des pays à bas coûts, notamment asiatiques. À l'hôpital, elle a conduit à des rationalisations successives, à l'explosion de la technocratie chargée d'entretenir le nouveau système gestionnaire et à l'épuisement des soignants. Si l'État a renoncé peu à peu à tous les moyens de régulation politique de l'économie, il a, ironie de l'histoire, conservé la régulation sociale ce qui le conduit à payer les pots cassés d'un système économique qu'il ne maîtrise plus (allocations chômage, précarité, aide au logement, aides à l'emploi, pré-retraite...). Plus on a, au cours des 30 dernières années, approfondi l'ordre du marché global, plus nos dépenses sociales ont explosé menaçant ainsi nos grands équilibres financiers.

Pourtant, l'idéologie de marché tient bon. Après la crise des gilets jaunes, nous ratifions le traité de libre-échange avec le Canada et pendant la crise sanitaire nous concluons les négociations du futur traité avec le Mexique ! Ceci ne va pas dans le sens du renforcement de notre autonomie stratégique et de la production locale, de la réduction des gaz à effet de serre et du soutien aux agriculteurs de la France périphérique...



Pierre de Lauzun : L'idéologie et la pratique libre-échangiste ne sont qu'une partie du problème, et en l'espèce pas la plus importante. S'il y a une déficience manifeste apparue à l'occasion de cette crise sanitaire, c'est d'abord la manière dont notre État fonctionne et assure ses priorités. Nous sommes dans le peloton des pays les plus affectés, alors que nos dépenses sociales (sur PIB) sont parmi les plus élevées du monde et nos infirmières mal payées, et

« Il faut simultanément réduire et réformer l'emprise coûteuse et inefficace de l'État français sur l'économie et la vie du pays, ses méthodes bureaucratiques et caporalistes, et sa gestion budgétaire irrationnelle. »

Pierre de Lauzun

que nous avons le record mondial des dépenses publiques. La comparaison avec l'Allemagne et *a fortiori* les pays d'Asie libre est sur ce plan éclairante : tous ont dépensé autant ou moins que nous sur la santé, ont de systèmes de santé moins étatistes ; la part du privé est bien plus importante comme la décentralisation et la concurrence ; or leurs résultats sont bien meilleurs. L'État n'a pas même appliqué les recommandations élémentaires que ses services recommandaient. Ce qui veut dire qu'avant de se poser la question de l'étatisme et du libéralisme, il faut examiner comment l'État fixe ses priorités et comment il les assure. À système identique, rien n'empêchait par exemple de garder des stocks de masques et de s'assurer de la sécurité des approvisionnements pharmaceutiques.

Cela dit, les Français ont pris conscience à cette occasion d'un autre fait, qui est l'extrême vulnérabilité où nous a effectivement mis une conception erronée et idéologique de la mondialisation et du libéralisme, à savoir une division du travail extrême, aboutissant à des délocalisations nocives non seulement en termes d'emplois, mais de dépendance, notamment à l'égard de la Chine. Idéologie qui rappelons-le est une part essentielle de l'ADN des traités européens. Il est donc d'autant plus difficile de faire machine arrière, comme le montrent les négociations avec le Mexique. Ce sera pourtant nécessaire.

Moralité : il faut simultanément réduire et réformer l'emprise coûteuse et inefficace de l'État français sur l'économie et la vie du pays, ses méthodes bureaucratiques et caporalistes, et sa gestion budgétaire irrationnelle. Mais il faut aussi se protéger, et pour cela renforcer l'action et les ambitions de l'État dans ses missions propres, non seulement régaliennes, mais économiques, et en premier lieu sa mission d'assurer la sécurité collective.

Vous déplorez tous deux les effets néfastes du libre-échange mais divergez concernant la réduction des dépenses publiques. Faut-il un État stratège ?

M. Detchessahar : Ce n'est pas en pleine crise que l'on réduit les dépenses publiques ! Partout dans le monde le sou-

tien public à l'économie va exploser pour sauver nos entreprises et nos emplois. Pour moi, la question urgente et prioritaire est de savoir si l'État en profitera pour agir en stratège et remettre la main sur les dysfonctionnements du marché global ou bien si son action se limitera à continuer d'en payer les pots cassés et à alimenter les marchés.

Dans cette perspective, il faudra soutenir une relance budgétaire, plutôt que monétaire. Elle éviterait les travers du *quantitative easing* qui consiste à injecter d'énormes sommes dans l'appareil financier sans contrôle de leur destination au risque qu'elles alimentent l'endettement privé et les phénomènes de bulles. L'endettement privé, qui a explosé au cours des 30 dernières années, est en effet une des menaces majeures sur nos économies, plus que l'endettement public qui focalise pourtant toutes les attentions ! Il est au principe de toutes les crises récentes, bulle internet ou bulle immobilière de 2007, et probablement des crises à venir, actifs financiers surévalués, dettes des étudiants américains. Rappelons que la crise de 2007 nous a coûté une augmentation de 40 points de dettes publiques, déjà l'État payait pour les dysfonctionnements d'un ordre de marché que ses élites ont, par idéologie, renoncé à piloter...

Cette relance budgétaire pourrait être coordonnée au niveau européen. Pour cela, il faudrait que l'Europe parvienne à dépasser le paradigme du marché unique pour soutenir des projets de coopération économique sur des secteurs clefs tout en se protégeant dans ses domaines stratégiques. Cette Europe-stratège pourrait ambitionner de faire naître les grandes entreprises leaders, à l'instar des chinoises et des américaines, qu'elle a été incapable d'incuber jusqu'à maintenant. Cette Europe, l'Allemagne l'a toujours refusée, préférant s'arc-bouter sur une orthodoxie budgétaire bien peu visionnaire, tout en investissant ses excédents d'épargne hors d'Europe, dans la dette des États-Unis dont elle est devenue le principal créancier devant la Chine.





P.de Lauzun: Je maintiens que nous dépensons trop et mal. Bien sûr à court terme un effort budgétaire a du sens. Mais la vraie question est de reconstruire en partant dans la bonne direction. À nouveau, il serait erroné de se lancer sur une idéologie. Il faut partir du fait qui a émergé clairement dans la crise, pour ceux qui ne l'avaient pas reconnu : dans notre monde, la communauté nationale est le seul centre de solidarité et de décision ultime. Ce qui fait le niveau de vie de la plupart des Français, c'est l'appartenance à la communauté française.

Les leçons de cette constatation sont doubles. D'un côté, l'Europe est une zone de coopération certes, mais c'est moins que jamais une zone de souveraineté et de solidarité institutionnelle. La différence de conception est trop profonde, notamment entre la France et l'Allemagne et *a fortiori* entre celle-ci et l'Europe stratège de Mathieu Detchessahar. Bien sûr ce qui pourra être fait à ce niveau sera bienvenu. Mais ce ne peut être la réponse d'ensemble. Celle-ci suppose au contraire un desserrement appréciable des contraintes européennes. Et le mythe de l'Union toujours plus étroite des traités doit être abandonné.

D'un autre côté, l'État est fondé à intervenir stratégiquement pour assurer cette solidarité, notamment la sécurité collective. Mais sans pour autant adopter le mythe inverse d'une forme de fermeture, impossible à un pays qui importe ses matières premières et qui ne saurait assurer la majeure partie des productions industrielles dont il a besoin. Et non conforme aux intérêts des Français, car nous sommes un pays avancé, à revenu élevé, qui doit exporter des productions à haute valeur ajoutée.

De la même façon, les idées d'économie verte, ou de production plus locale, avec des circuits courts sont en soi bonnes. Mais à condition à nouveau de ne pas devenir une idéologie : encore faut-il que les actions entreprises aient aussi une forme de rationalité économique, c'est-à-dire ne soient ni ruineuses, ni inefficaces. Imitons l'Allemagne dans sa stratégie sanitaire, bien meilleure que la nôtre, mais pas dans sa stratégie écologique, inapte même en termes d'émissions. Et sachons admettre qu'une production plus nationale, plus verte ou plus proche a son coût. Les clients des supermarchés doivent en intégrer les conséquences sur les prix.

Faut-il un new deal à la française, une relance par la demande qui soutienne une consommation forte ou est-il préférable de s'orienter vers une sobriété heureuse ?

M. Detchessahar: Les chantiers sont certainement nombreux, je n'évoquerai que deux chantiers prioritaires hors desquels il n'y a aucune chance de retrouver notre indépendance stratégique pas plus que de rétablir nos comptes publics.

La refondation européenne, tout d'abord, dont cette crise nous donne peut-être l'occasion : soutenir des coopérations entre nations souveraines autour de projets stratégiques d'intérêt commun, à mille lieues de la rêverie fédéraliste. Autrement dit, l'Europe d'Airbus, du CERN ou de l'Agence spatiale européenne plutôt que la logique actuelle des traités qui nous a fait manquer quelques grands virages stratégiques, à commencer par celui du digital sur lequel notre dépendance vis-à-vis de l'étranger est gigantesque. Si l'Europe est incapable de servir de relais et d'amplificateur mais aussi de protecteur de la politique industrielle de ses États-membres, si elle souhaite se cantonner à la gestion du grand marché unique, lieu de compétition entre entreprises et États européens, il faudra en tirer toutes les conséquences...

Il faudra ensuite, chantier essentiel, que nos comportements économiques rompent avec la culture de l'immédiateté. Du côté de la gouvernance des entreprises tout d'abord, au sein desquels la libéralisation des marchés de capitaux dans les années 80 a entraîné une financiarisation extrême conduisant à une pression sur les profits de court terme telle que nous n'en avons jamais connue. Elle a amené à des politiques de distribution de dividendes et de rachat par l'entreprise de ses actions qui vont contre l'investissement de long terme et contre la rémunération du travail. Elle a généré une culture du profit immédiat et nourri les opérations d'endettement à effet de levier tout en entraînant une profonde perte

de sens du travail chez beaucoup de salariés, notamment cadres, qui n'aperçoivent plus, et pour cause, les grandes finalités productives qu'ils servent. Nous avons beaucoup à inventer pour limiter l'extrême volatilité des capitaux et encadrer l'influence des investisseurs opportunistes sur la vie de nos entreprises. C'est l'immense question de la régulation des marchés financiers, il faudra enfin s'y attaquer !

Côté consommateur enfin, l'idéologie de marché a conduit à grand renfort de marketing et d'une publicité omniprésente à promouvoir partout une culture de la consommation effrénée, notamment depuis que les grands médias de la culture populaire (télévision, écrans d'une manière générale...) ont été livrés aux seuls arbitrages du marché. La pression généralisée à la consommation conjuguée à la baisse de la part des salaires dans la répartition de la valeur ajoutée a nourri les logiques d'endettement en même temps que le ressentiment social des exclus de la consommation de masse. Là encore, la culture de l'immédiateté prévaut sur la médiation du travail et du sens. Sans doute certains Français ont-ils connu, pendant le confinement, les délices d'une pause dans la frénésie consummatrice... Cependant les logiques économiques et culturelles sur lesquelles elle repose sont si puissantes qu'il n'est pas sûr que cette pause suffise à transformer durablement les comportements. Déjà soldes et prix cassés s'annoncent partout et la dépense de la petite épargne accumulée au fil des semaines d'enfermement nous est présentée comme un devoir quasi-patriotique de soutien à notre économie...

P.de Lauzun: L'immédiat va être dominé par le soutien à l'activité et le pansement des dégâts causés par le coup d'arrêt violent qu'elle a subi. Mais il faut d'ores et déjà travailler à la réforme en profondeur, qui s'étalera sur plusieurs années. Un premier point porte sur les leçons de la crise : le besoin de remettre en cause notre dépendance là où elle est critique. Cela implique la mise en place d'institutions comme un Conseil national de sécurité faisant autorité, couvrant défense, industrie, agriculture, santé, finance, etc., et associant étroitement le pays réel. Et des mesures concrètes de protection, de dynamisation ou de reconstitution, notamment dans l'industrie. Non pour réétatiser, mais pour redonner à l'État son rôle de stratège, tout en allégeant son emprise bureaucratique et fiscale sur le pays et libérer les initiatives. Dans cette perspective, la prise en compte des impératifs écologiques et de proximité (sainement compris) est importante non seulement en soi, mais pour donner pleinement son sens à cette réorientation. Mais si la sobriété est bonne, elle ne se décrète pas.

Il faut toutefois être conscient du fait qu'une telle action se heurte sur des points importants à la pratique et aux textes européens. Rien n'est donc possible sans une remise en cause de ceux-ci. Je vise notamment la Cour européenne des droits de l'homme, organe idéologique qu'il faut dénoncer, mais aussi les institutions de l'Union européenne. Pour celles-ci, il faut s'engager résolument dans la voie ouverte par la Cour constitutionnelle allemande

et subordonner le droit européen aux constitutions nationales qui seules fondent une souveraineté. Corrélativement, la réorientation de l'Union européenne vers un lieu de projets communs et non de réglementation tatillonne est à poursuivre activement – dans la mesure où nos partenaires s'y engagent bien sûr ; nous sommes d'accord là-dessus.

« Là encore, la culture de l'immédiateté prévaut sur la médiation du travail et du sens. Sans doute certains Français ont-ils connu, pendant le confinement, les délices d'une pause dans la frénésie consummatrice... » Mathieu Detchessahar

Le redimensionnement progressif de l'emprise du secteur public est le deuxième grand chantier, à mener d'une part en associant les forces à même de prendre le relais, et d'autre part en utilisant pragmatiquement les exemples étrangers qui réussissent. Ce relais peut être le secteur privé, mais aussi le tiers secteur associatif ou coopératif. Je pense notamment au démantèlement nécessaire de cette institution soviétique majeure qu'est l'Éducation nationale, qui doit céder la place à une organisation beaucoup plus décentralisée, s'appuyant sur l'initiative locale et professorale, mais sans transfert au secteur marchand. Des mécanismes ciblés de type chèque éducation seraient ici adaptés.

La réforme doit s'étendre ensuite aux activités financières au sens large. D'un côté, il faut se doter d'outils de protection, notamment en cas de prise de contrôle extérieur sur des entreprises reconnues vitales. Mais d'un autre côté il faut se donner les moyens de l'autonomie, qui suppose que le capital des entreprises soit dans d'aussi bonnes mains que possible, attachées au pays. Or la France souffre d'un grave déficit d'investisseurs en actions. Il faut donc renverser le biais comptable et fiscal actuel, pour qu'il se retourne en faveur des fonds propres et contre la dette. Et se donner les moyens de l'investissement en capital. Je propose ici un outil ambitieux de type Fonds souverain, géré avec transparence et autonomie, servant à la fois des objectifs stratégiques et la garantie des retraites, à capitaux publics et privés. Parallèlement des mesures doivent favoriser l'investissement durable : par exemple en réservant les droits de vote en AG aux détenteurs d'actions sur une durée suffisante.

♦ **Propos recueillis par Benoît Dumoulin**